

# GAZA, FACE À L'HORREUR EN COURS, TROIS PRIORITÉS

COMMUNIQUÉ  
PARIS, LE 5 MAI 2025

A Gaza, chaque jour qui passe ajoute de l'horreur à l'horreur, des bombes aux bombes, des morts aux morts. La famine, froidement décrétée contre un peuple acculé à survivre dans un monde de gravats et de déchets, contribue elle aussi, avec le chaos qui l'accompagne, à éliminer les femmes, les enfants, les malades... L'ONU ne cesse de le clamer : la situation a atteint son pire niveau depuis octobre 2023.

L'action des humanitaires est empêchée ; celle des soignants, pris pour cible. Les journalistes, quand ils ne sont pas délibérément assassinés, sont interdits d'entrée. La gravité et la systématicité des crimes de guerre commis à Gaza permettent de caractériser la volonté de destruction génocidaire en cours dont la famine constitue un acte d'aboutissement, malgré les demandes de la Cour internationale de justice (CIJ), malgré la réprobation internationale, malgré les interventions de nombreux Etats, dont celui de la France.

La folie meurtrière qui guide le gouvernement d'extrême droite d'Israël met en péril la démocratie et précipite son pays et la région dans une guerre sans limites ni objectifs autres qu'un gigantesque nettoyage ethnique à Gaza comme en Cisjordanie occupée. Qui pourrait croire qu'un tel programme, confirmé par la décision de « conquérir » la bande de Gaza quand bien même il réussirait, pourrait être porteur de sécurité, voire de paix ?

Face à cette plongée dans une horreur sans fin, il faut prioritairement réaffirmer une triple urgence : la libération des otages encore détenus par le Hamas, l'arrêt immédiat des bombardements et des opérations militaires, l'ouverture du territoire à l'aide humanitaire, bloquée depuis plus de deux mois, et à la presse.

La reconnaissance de l'Etat palestinien par le gouvernement de la France constituerait un important point d'appui à ces trois demandes mais elle ne saurait suffire face à des menées aussi froidement meurtrières.

Il est plus que jamais indispensable que la France et l'Union européenne (UE) affichent une attitude de fermeté contre le génocide en cours à Gaza et qu'elles rappellent Israël au respect du droit international qui s'applique à tous les Etats.

- La LDH (Ligue des droits de l'Homme) appelle les acteurs de la société civile, dans toutes leurs composantes sociales, économiques, religieuses à manifester leur solidarité et à appeler le gouvernement français à faire pression pour la levée du blocus total imposé aux deux millions de Gazaouis.
- Elle demande instamment au gouvernement français de cesser de livrer des équipements et des composants militaires à Israël.
- Elle demande au gouvernement français de porter, au sein de l'UE, l'urgence de la suspension de l'accord d'association UE-Israël.
- Elle demande à la France d'adopter des actions et des sanctions à la hauteur de la situation pour faire respecter les décisions de la Cour internationale de justice (CIJ).

